

Bienvenue !

Mobiliser les publics
13 mars 2025

PARTICIP'ACTION 
EN ÎLE-DE-FRANCE

agence
eker



Mot d'accueil

Le programme de l'après-midi

14h

Débat mouvant

14h45

Qu'est-ce que la mobilisation ? Pourquoi et comment mobiliser ?

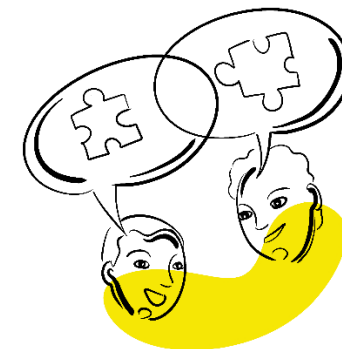
15h45

Cas pratique

16h55

Débrief et conclusion l'après-midi

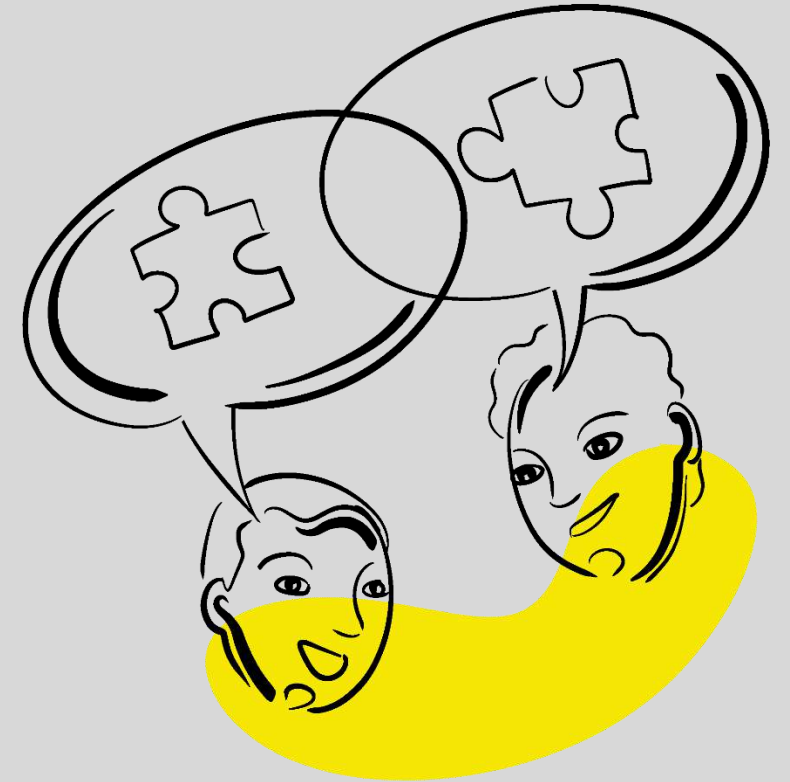
Débat mouvant



Débat mouvant



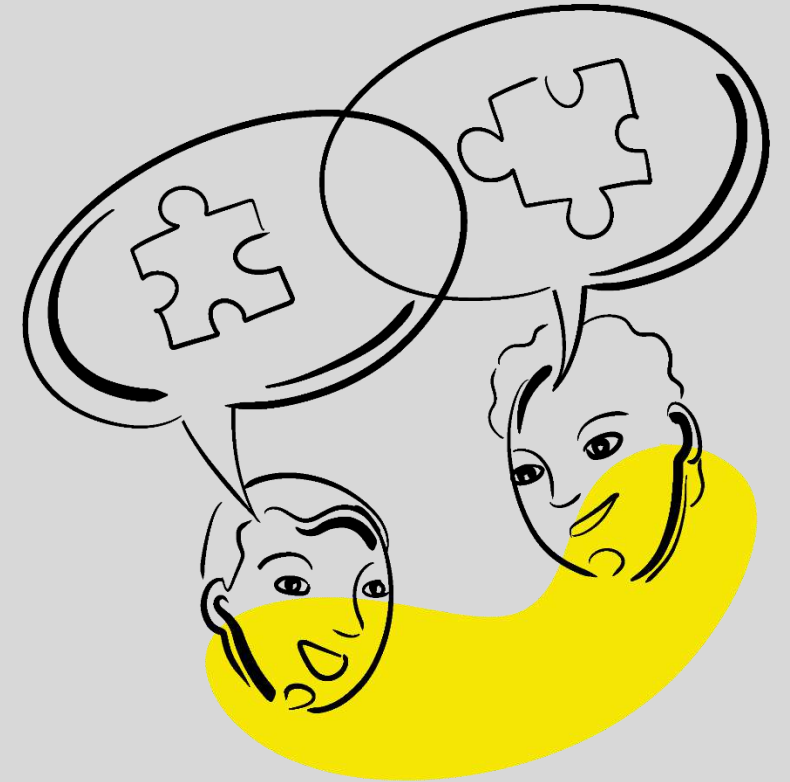
« Il faut toujours chercher
à mobiliser le plus grand
nombre »



Débat mouvant



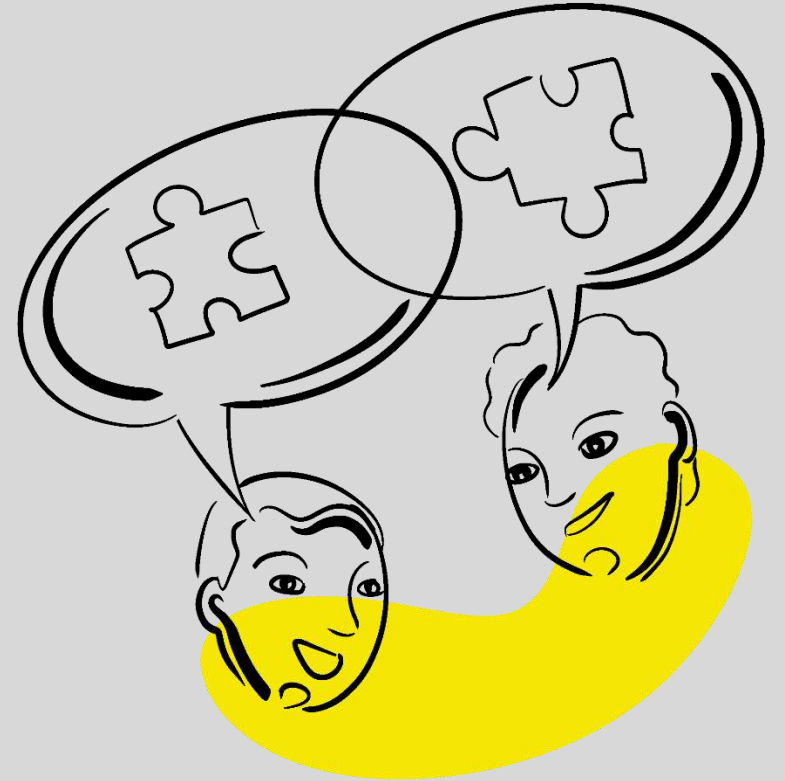
« La non-mobilisation doit
être considérée comme
une expression »



Débat mouvant

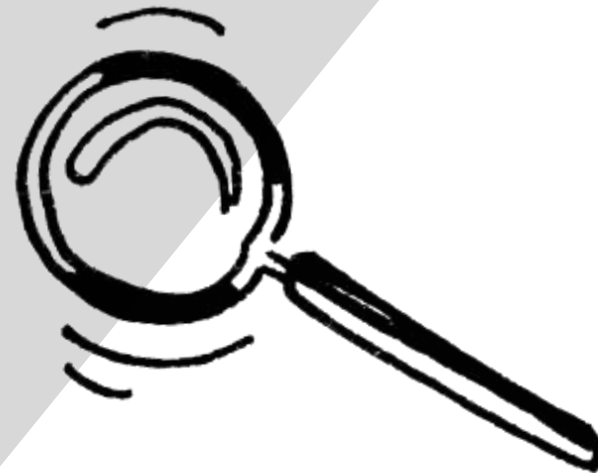


« Rémunérer les participants
à une concertation est une
bonne idée pour mobiliser »



1h

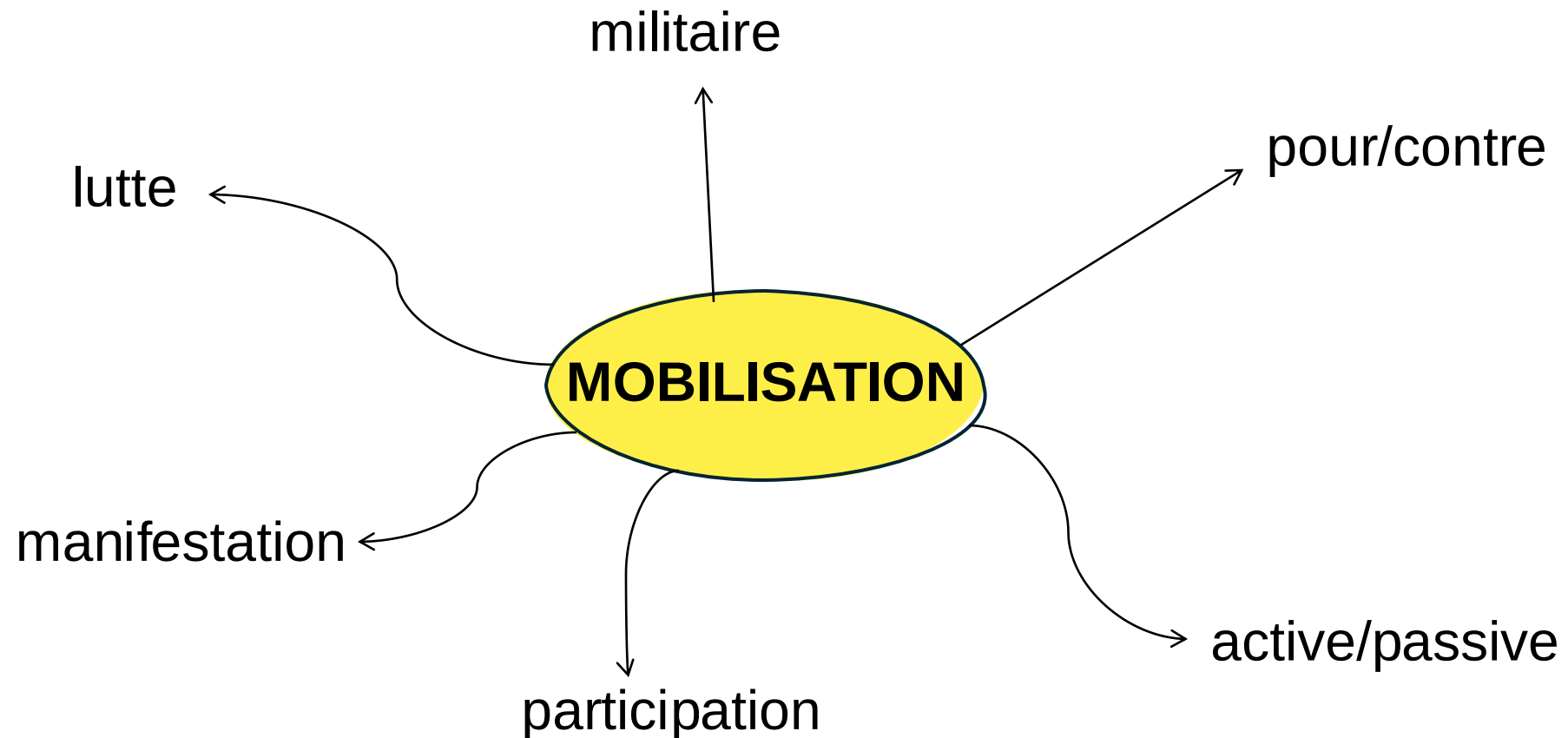
Bien comprendre les enjeux de la mobilisation pour des démarches participatives



Définition(s)

1. Mise sur pied de guerre des forces militaires d'un pays par le rappel dans les armées de tous ceux qui sont désignés pour y servir en temps de paix.

larousse.fr



Historique de la mobilisation en France



Une démarche qui émerge des citoyens

Les mobilisations citoyennes comme on les connaît en France prennent leurs racines dans les luttes urbaines des années 1960-1970, où des habitants se réunissent en groupe d'action municipale (GAM) afin de peser dans les décisions de leurs municipalités. Ces groupes s'inscrivent d'abord dans un rapport de force avec les institutions, avant de parfois s'inscrire dans un travail de collaboration avec ces dernières, par exemple au sein de « commissions extra-municipales », et confronter voire co-construire leurs projets avec les élus locaux et des experts.

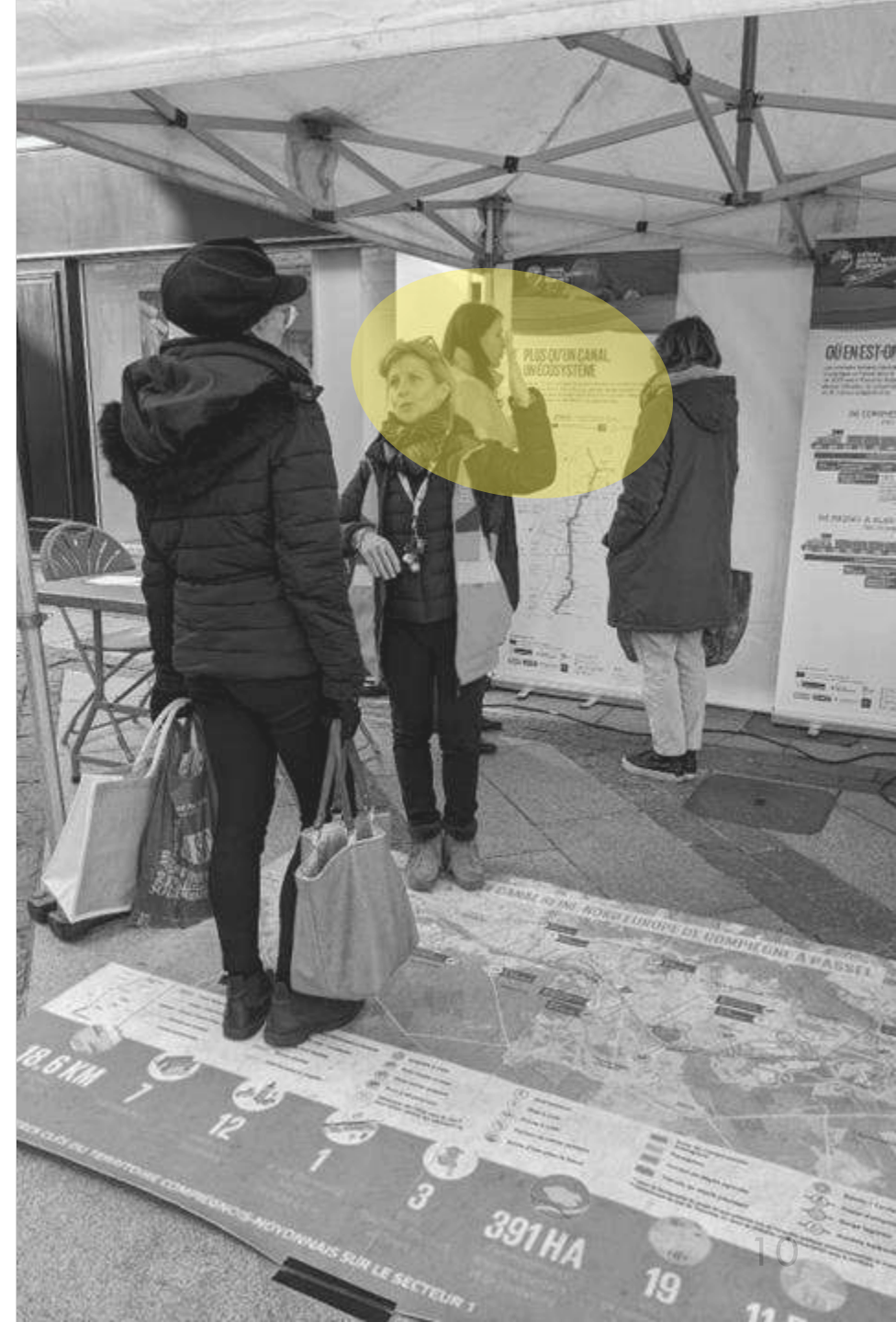
Une institutionnalisation progressive

À partir des années 1990, ces mobilisations citoyennes vont progressivement s'institutionnaliser

- 1995 : loi Barnier qui institue la CNDP
- 1999 : loi Voynet sur les conseils de développement dans les intercommunalités
- 2002 : loi sur la démocratie de proximité
- 2004 : charte de l'environnement qui inscrit dans la Constitution le droit des citoyens à être informés et à prendre part aux décisions qui impactent l'environnement.
- >>> années 2020 : droit d'initiative

Ces instances et dispositifs se veulent alors être une réponse à la demande grandissante des citoyens de pouvoir prendre part aux décisions qui concernent leur cadre de vie.

Une mobilisation jamais satisfaisante, jamais suffisante...?



Une « crise » de la mobilisation ?

- **Défi**ance - contexte de crise de la démocratie et de défiance envers les institutions politiques : 71% des Français pensent que la démocratie fonctionne plutôt mal ou très mal en France et 65% des Français pensent qu'on a tout intérêt à se détourner de la vie politique pour se concentrer sur sa vie personnelle. Les Français sont également nombreux à penser que les autorités publiques leur disent trop quoi faire en matière d'environnement (62%) et de santé (61%) (CEVIPOF, 2025).
- **Toujours les mêmes ?** - Des participants aux réunions publiques dont le profil sociologique est surreprésenté (retraités, diplômés, militants associatifs) et à l'inverse d'autres profils plus difficiles à faire venir
- **Un sujet de légitimité** - Lorsque qu'ils sont en réunion publique ou en atelier, les citoyens peuvent ne pas réussir à s'exprimer ou ressentir de la frustration s'ils considèrent que leur parole n'est pas prise en compte, ce qui les empêche de revenir
- **Une question de moyens aussi** - Mobiliser à grande échelle demande des moyens humains que les collectivités ne peuvent pas toujours avoir

Un constat à contraster

Bien que les chiffres indiquent un déclin des mobilisations sous les formes institutionnelles (participation aux élections, adhésions aux syndicats), d'autres formes de mobilisations restent dynamiques : selon le Secrétariat d'Etat chargé de l'économie sociale et solidaire et de la vie associative, plus d'un Français sur 4 est bénévole de façon régulière ou ponctuelle dans une association. Ce chiffre monte à 40% chez les 18-24 ans (INJEP, 2023).



Zoom sur les publics éloignés de la participation



Qui sont-ils ?

Zoom sur les publics éloignés de la participation

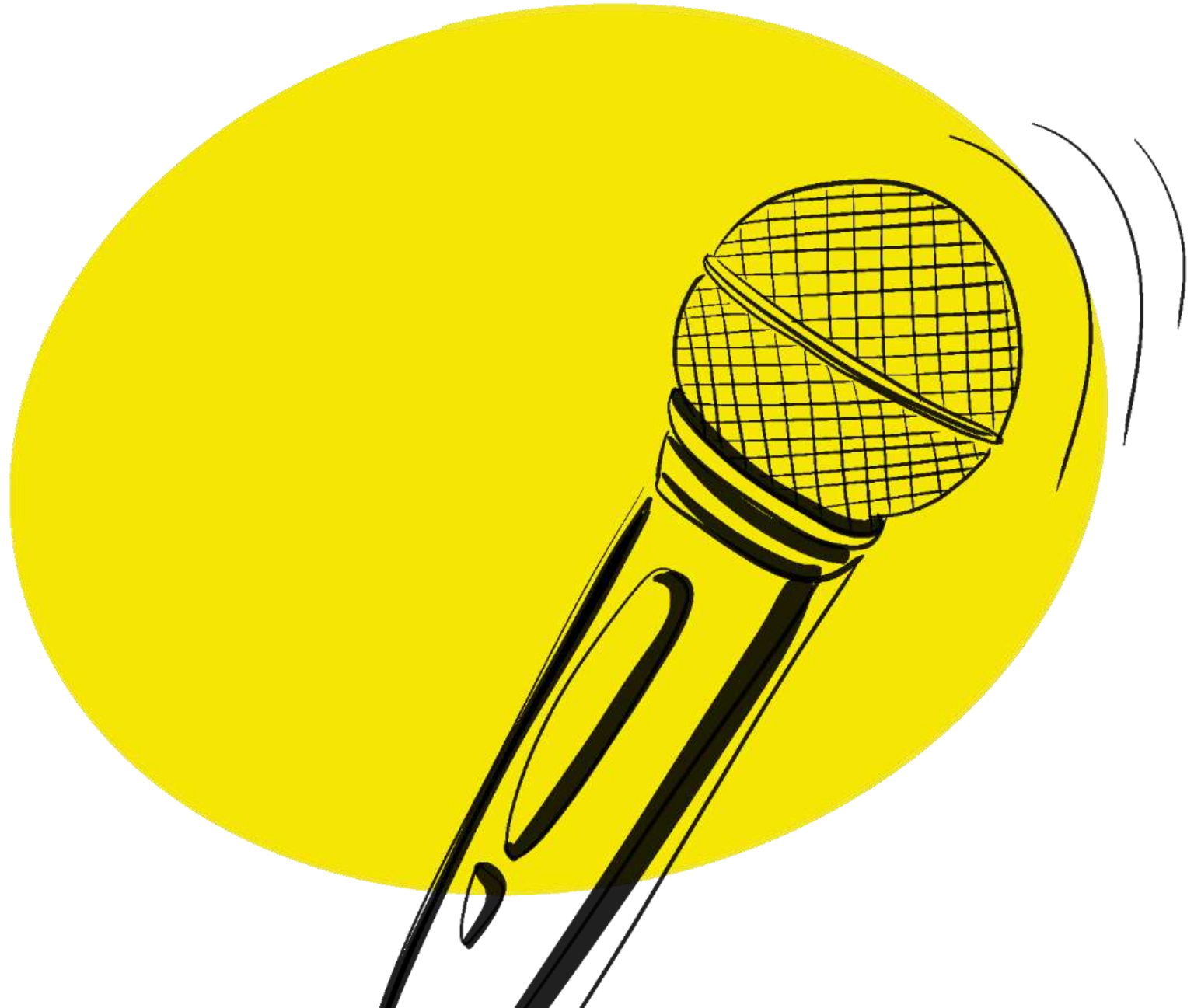
Les publics éloignés constituent les publics particulièrement sous-représentés dans les démarches de participation. Cette sous-représentation peut s'expliquer par diverses raisons : sociales, économiques, linguistiques ou encore d'incapacité physique à se déplacer.

Pourquoi mener des actions spécifiques de mobilisation envers ces publics ?

- **Aller chercher de la diversité** dans les opinions exprimées lors de la concertation
- Mieux prendre en compte la réalité de ces publics afin d'y apporter des **réponses plus adaptées et justes**
- **Légitimer** davantage la démarche de participation, enrichie d'avis pluriels où le maximum de points de vue se seront exprimés
- **Recréer de la confiance** entre les institutions et les citoyens qui se sentiraient éloignés de ces dernières.



Micro-trottoir :
Qu'est-ce qui vous
donnerait envie de
participer ?



Que cherche-t-on à faire lorsque l'on mobilise ?

Informer

Aller chercher les
bonnes personnes au
bon moment

Donner envie



Faire en sorte que les
participants puissent
s'exprimer

Chercher de la
diversité afin qu'un
maximum d'opinions
soient entendues

Créer la confiance suffisante pour
que les participants reviennent



Quels sont les grands moyens d'action ?

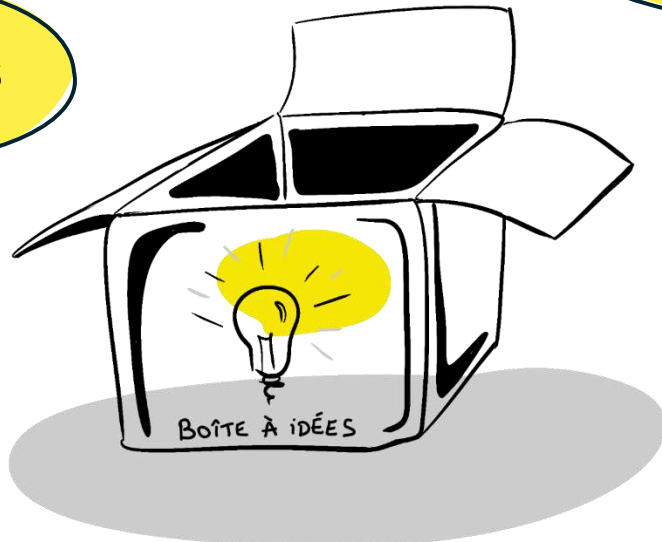
Bien communiquer

Diversifier les techniques et supports d'animation

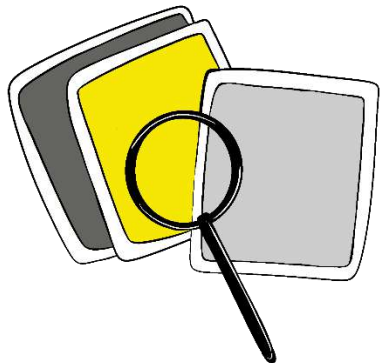
Maintenir la mobilisation dans le temps

Diversifier les formats de rencontres

Aller vers



Aller vers / écouter



Stand mobile



Enquête dans la rue

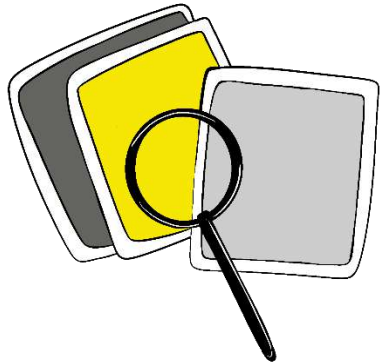


Micro-trottoir



Présentation dans une AG

Intéresser/Bien communiquer



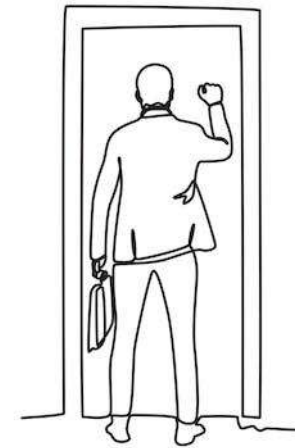
Crieur de rue



Médiateurs



Travailler sur les termes employés

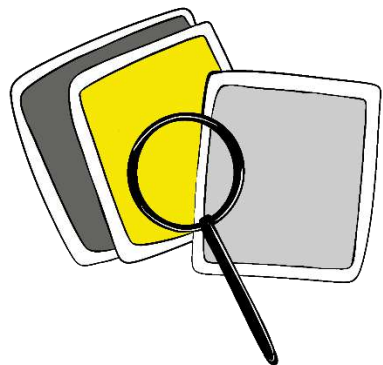


Porte à porte

Mais aussi :

- Réseaux sociaux
- Pots, apéros, verres de l'amitié

Mobiliser l'expression



Jeux



Table d'enfants



Maquette physique ou numérique

Autres modalités de mobilisation



Rémunération



Congé citoyen



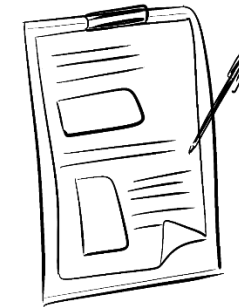
Garde d'enfants



Tirage au sort



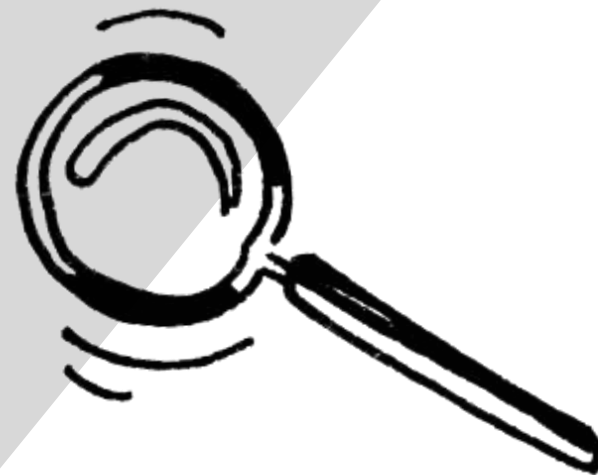
Charte de la participation



Charte d'engagement moral
signée par les participants

1h

Cas pratique



Cas pratique

La communauté d'agglomération du Val de Trifouillis, regroupant 120 000 habitants répartis sur 15 communes, souhaite organiser ses « Assises des déchets » entre le 1^{er} et le 30 juin 2025 afin de repenser l'ensemble de sa politique de gestion et traitement de ses déchets et d'échanger avec la population et les autres parties prenantes du territoire sur les leviers d'action de l'agglomération, pour encourager des pratiques plus vertueuses au niveau individuel comme collectif.

La santé environnementale est au cœur de cette démarche avec la volonté de sensibiliser les habitants et les acteurs économiques sur cette thématique.

Vous avez la charge du développement et du déploiement d'une stratégie de mobilisation du territoire en vue de cette démarche participative.

- **Quels enjeux pour la mobilisation ?**
- **Quels publics visés ?**
- **Quelles actions spécifiques de mobilisation ?**





Restitution collective

Avant de se quitter ...

- **Ce que je retiens de l'après-midi**
- **Ce que je voudrais garder pour ma pratique / pour mon projet**

Merci !

PARTICIP'ACTION
EN ÎLE-DE-FRANCE

AGENCE
eker

Mars 2025

Annexes

PARTICIP'ACTION
EN ÎLE-DE-FRANCE

AGENCE
eker

Avril 2025

Vos expressions en séance

Il faut toujours chercher à mobiliser le plus grand nombre

- Des débats sur la qualité d'un débat VS sa représentativité
- Un partage sur l'intérêt d'aller chercher « les bons » publics et pas forcément tout le monde
- Des débats sur le mot « toujours » : mise en avant du fait que cela dépend du contexte

« La non-mobilisation doit être considérée comme une expression »

- Des débats sur le fait qu'il faut valoriser ceux qui participent
- Il est difficile d'interpréter l'avis de ceux qui ne participent pas
- Il faut se donner les moyens d'aller chercher ceux qui ne participent pas
- Certains peuvent choisir de ne pas participer
- Il faut diminuer le « coût d'entrée dans les dispositifs » pour que la non-participation soit vraiment un choix
- Beaucoup de personnes décident de s'écarter de la chose publique car elles ont le sentiment de ne pas être écoutées.

« Rémunérer les participants à une concertation est une bonne idée pour mobiliser »

- Certaines personnes se disent choquées par le fait de rémunérer pour participer
- D'autres partagent des retours d'expériences intéressants
- Mise en avant du fait que l'on vient parfois pour l'argent au départ puis on s'intéresse
- Cela peut être mal perçu
- Difficile à mettre en place pour les collectivités
- Penser au moins au défraiement
- Penser aux autres rétributions possibles (pot, contacts, ...)

Vos expressions en séance

Vos idées pour mobiliser, exprimées lors du cas pratique :

- S'appuyer sur les amicales de locataires
- Penser aux cibles internes de la collectivité qui pratiquent également le territoire
- S'appuyer sur le journal municipal ou les outils déjà connus du public
- Mettre en place des actions d'aller vers : marchés, clubs de sports, centres sociaux,
- Utiliser l'affichage municipal
- Penser à bien travailler son message pour qu'il soit bien compris par le public
- Utiliser les réseaux sociaux
- Ne pas oublier les entreprises et relais locaux

Pour aller plus loin...

- Baromètre de la communication publique, <https://barometrecomlocale.fr/>
- « Fractures françaises 2023 : démocratie, la défiance contre-attaque », Fondation Jean-Jaurès, 2023. <https://www.jean-jaures.org/publication/fractures-francaises-2023-democratie-la-defiance-contre-attaque/>
- DicoPart, GIS Démocratie et Participation, <https://www.dicopart.fr/>
- « Moral, état d'esprit et engagement des jeunes en 2023 », INJEP, 2023. <https://injep.fr/publication/moral-etat-desprit-et-engagement-des-jeunes-en-2023/>
- Etude CEVIPOF – Baromètre de la confiance politique 2025 : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof-2025-le-grand-desarroi-democratique/>

